

**Appel à candidatures pour le recrutement d'un(e)
Chef(fe) de projet
Référence : 06/TM/2021**

Dans le cadre du projet « Renforcement des réseaux de la société civile en matière de la redevabilité », Transparency Maroc, association marocaine de lutte contre la corruption, lance un appel à candidatures pour le poste de chef(fe) de projet. Ce poste est financé pour une durée de 29 mois à compter de la date de recrutement.

Ce projet a pour objectifs de :

- Habilitier les Organisations de la société civile (OSCs) à exiger un changement systémique pour remédier aux déficits de redevabilité et de lutte contre la corruption;
- Contribuer à une plus grande responsabilité démocratique des institutions publiques et un contrôle parlementaire renforcé;
- Mobiliser les réseaux OSC pour mener des campagnes de plaidoyer stratégique et exiger la transparence et la responsabilité dans la mise en œuvre des politiques publiques et des processus budgétaires;
- Renforcer les capacités des OSC à utiliser les outils numériques pour le plaidoyer, le suivi, la protection juridique et la participation citoyenne basés sur un suivi systématique des rapports publics en utilisant les technologies numériques;
- Mobiliser les OSCs et les citoyens pour assurer une participation significative aux processus budgétaires;
- Mener une campagne de plaidoyer pour la mise en œuvre efficace des lois protégeant les victimes et les lanceurs d'alerte des faits de corruption et assurer le suivi juridique des plaintes;
- Renforcer les capacités des centres d'assistance juridique anti corruption (CAJAC) de Transparency Maroc à agir comme un moyen de mobilisation des citoyen(ne)s, de diffuseur d'informations juridiques et légales, et fédérateur des acteurs.

Les activités du projet comprendront

- Organiser des rencontres multipartites pour renforcer les mécanismes de consultation et de participation des citoyens et de la société civile au processus budgétaire ;
- Collaborer avec les commissions parlementaires et autres institutions de contrôle dans le but de renforcer les dispositifs de contrôle et faciliter le suivi de l'exécution des budgets prévus par secteur d'activité ;
- Veiller à la création d'espaces de consultation et de suivi des finances publiques par les OSCs pour émettre des recommandations aux parlementaires et institutions publiques ;
- Renforcer les capacités de la société civile par secteur d'intervention pour le suivi des politiques publiques sectorielles et la traçabilité des dépenses permettant la promotion de la transparence budgétaire ;
- Création d'un réseau national des OSCs ;
- Organisation de campagnes de plaidoyers ;
- Assurer le suivi de la transparence budgétaire par les OSCs et les citoyens à travers l'utilisation des technologies de l'information et de la communication ;
- La mise en place d'un site interactif muni d'un Live chat software intelligent dédié à répondre aux requêtes des victimes de la corruption et faciliter le suivi des plaintes ;
- Mener une campagne de plaidoyer pour la mise en œuvre efficace des lois protégeant les victimes et les lanceurs d'alerte des faits de corruption ;
- Assurer l'accueil des plaignants(es) et le traitement de leurs requêtes afin de leur procurer, par l'assistance et le conseil juridiques, un appui pour réagir à tous les problèmes relatifs à la corruption et le suivi des plaintes auprès des administrations concernées.

Descriptif de la mission :

De manière générale le(a) chef(fe) du projet devra tout au long du projet et selon les activités programmées :

- Garantir un résultat conforme aux objectifs du projet ;
- planifier et mettre en œuvre l'ensemble des activités du projet et assurer leur accomplissement ;
- Rédiger les documentations techniques et fonctionnelles du projet dont les rapports périodiques pour le bailleur de fonds en français et en anglais ;
- Coordonner et animer l'équipe du projet ;
- Participer dans toutes les activités du projet ;
- Assurer le suivi administratif et financier du projet ;
- Définir les budgets de chaque activité ;
- Contribuer à la préparation de documents de travail tels que des guides d'information, et manuels de formation spécifiques au projet ;
- Maintenir un dialogue régulier et constructif avec les différents partenaires du projet ;
- Elaborer conjointement avec l'équipe du projet des outils de suivi et d'évaluation facilitant notamment la collecte de données, le suivi des activités, l'évaluation des résultats obtenus et la capitalisation des acquis et des apprentissages ;
- Définir et concevoir les outils de communication appropriés aux activités du projet ;
- Superviser les activités de la composante se rapportant à la promotion de la redevabilité sociale et de la participation citoyenne.

Qualifications et compétences requises :

- Diplôme universitaire en sciences sociales (droit, économie ,...)
- Une expérience confirmée d'au moins **2** dans un poste équivalent ;
- Une expérience en la matière d'assistance juridique ;
- Une connaissance approfondie du milieu associatif et des acteurs de la société civile ;
- Une connaissance de la problématique de la corruption, de la bonne gouvernance et du plaidoyer ;
- Une bonne capacité rédactionnelle en français en arabe et en anglais ;
- Bonnes capacités d'organisation et de travail en équipe.

Conditions d'engagement :

- CDD pour la période du projet incluant 2 mois d'essai ;
- Rémunération mensuelle : 16.500 DH Bruts ;
- Le/la candidat/e recruté/e sera déclaré/e à la CNSS et bénéficiera de la couverture d'assurance « accidents de travail » et de l'AMO conformément à la législation en vigueur ;

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s d'envoyer leur CV détaillé, lettre de motivation par courrier électronique à l'adresse contact.transparencymaroc@gmail.com, sous référence : 06/TM/2021, au plus tard **le 15 juin 2021**.

- Seules les candidatures répondant aux critères requis seront prises en considération